

Histoire Des Relations Internationales

On commencera l'histoire des relations internationales en 1945, fin de la seconde guerre mondiale, jusqu'en 1991, date de l'effondrement du bloc de l'Est.

C'est dans cette période que les institutions et le droit international vont être mis en place. Tout le système international actuel est donc issu de cette période.

On partira de l'émergence des deux blocs, afin de comprendre :

- Comment les blocs vont vivre ensemble
- Comment la détente va devenir une nouvelle tension
- Comment ces tensions vont amener à la fin du monde bipolaire

I. Où en est le monde en 1945 ?

La guerre est finit mais pas tout à fait, l'armistice est signé mais il faut maintenant gérer l'après guerre. Pour cela on va passer par la voie diplomatique et juridique. Il faut aussi reconstruire l'Europe aussi bien matériellement que psychologiquement, socialement et culturellement.

Il y a aussi une nécessité d'organiser l'après guerre via les traités de paix, remettre en place les frontières, gérer les flux migratoires, reconnaître les responsabilités pénales et civiles via des réparations.

Contexte géopolitique :

Le monde est secoué, beaucoup de pays sont entrés en guerre et seul l'Amérique du Nord et du Sud sont indemnes. La guerre a été extrêmement traumatisante pour les peuples européens, et la fin de la guerre s'accompagne aussi de la fin du négationnisme, ce qui va entraîner une grande violence psychologique. De nombreux morts civils sont aussi à déplorer dans les deux camps suite aux attaques sur les villes, qui ont infligé beaucoup de dégâts matériels et entraîne un besoin de reconstruction.

C'est pour l'Europe le réveil d'un long cauchemar, un état psychologico-social particulier, qui permet de mettre en place des changements internationaux pour éviter de nouvelles guerres, du moins européennes.

L'apparition de nouvelles technologies comme la bombe nucléaire et les progrès dans les armes chimiques ayant comme but unique de tuer en masse, ont des conséquences chaotiques sur la population.

Face à ces avancées technologiques va donc se dresser une volonté de reconstruction et de paix durable dans le temps.

Le système international est en ébullition, les bouleversements de la seconde guerre mondiale ont été bien trop important pour revenir à la situation internationale précédente

Au départ les hommes politiques souhaite une reconstruction du système international d'antan, mais les USA vont changer d'approche suite aux actes soviétiques en Europe de l'Est.

On pense tout d'abord à une mise en place d'une nouvelle SDN efficace reposant sur le même système qu'auparavant. Les deux empires coloniaux eux espèrent avant tout garder leurs possessions en Afrique et en Asie afin de rester des superpuissances.

Mais rien de tout ça ne va se produire, et un monde totalement différent va se mettre en place. La France et la Grande Bretagne vont être dépassées par les écarts entre les nouvelles superpuissances et eux, vont devoir céder face à la mise en place d'une géopolitique totalement nouvelle.

L'Europe totalement détruite a du mal à se remettre de la guerre en comparaison des grands vainqueurs. Staline a aussi d'autres plans pour l'Europe et compte profiter de la présence de l'armée rouge sur les territoires libérés. Une opposition idéologique va donc se mettre en place avec les USA, qui vont finalement décider de s'impliquer dans les affaires mondiales.

L'URSS et les USA vont donc prendre les affaires mondiales en main, et la France et la Grande Bretagne pesant beaucoup moins que ces deux géants vont perdre de l'emprise sur le monde.

La question de la France comme vainqueur se pose même à l'époque, et finit seulement par être considérée vainqueur grâce à la résistance de De Gaulle et le soutien de Churchill, qui insiste pour que la France reste du côté des vainqueurs.

Suite à la seconde guerre mondiale et aux manœuvres de Staline en Europe de l'Est, le grand allié soviétique passe à grand ennemi.

II. Émergence et réalité d'un monde bipolaire

De 1945 à 1947 ont lieu de grandes conférences de paix ayant pour but de trouver et maintenir la paix. Ces grandes conférences diplomatiques vont donner les traités de paix. Les alliés envisagent avant la fin de la guerre l'après guerre, son organisation et ses conséquences. On veut en 1945 assurer la paix via un système de paix pérenne, qui se fera via la création de l'ONU et des institutions solides pour assurer la paix internationale.

L'ONU est créée suite à la conférence de San Francisco de 1945, mais il y a tout d'abord un grand cheminement.

a. Processus de création de l'ONU

L'ONU s'inscrit dans le découlement de la pensée Wilsonnienne, une pensée solidariste qui prend forme via la SDN, organisation qui sera un échec car n'arrivant jamais à une entente.

Dès le début de la 2ème guerre mondiale, les alliés vont imaginer la création d'une nouvelle OI de paix, on en voit apparaître une esquisse dans la Charte de l'Atlantique de 1941, cosignée par l'Amérique et la Grande Bretagne, qui met en place une institutionnalisation d'un système de sécurité générale sur des bases larges. Ce texte n'a pas de portée juridique contraignante, mais fait germer l'idée de l'ONU.

Le 1^{er} janvier 1942, les pays en guerre contre l'Allemagne vont se réunir à Washington et signer la Déclaration des Nations Unies. Par cette déclaration les États s'engagent à mettre sur place un système de sécurité à travers le monde

En 1943 a lieu la conférence de Moscou, l'URSS, les USA, la Chine, la Grande Bretagne (et donc la France), souhaitent mettre en place une organisation de gestion de la paix internationale. Cette conférence sera importante car c'est ici qu'on parle du principe de base d'égalité souveraine des États. On mettra aussi en place un groupe d'étude, ayant comme objectif la mise en place d'une future organisation de paix.

En 1944, Roosevelt met à son tour en place la Conférence de Dumbarton Oaks, une ville sur la côte est des USA, qui vise à mettre en place des accords et structures juridiques internationales via deux conférences, une en septembre 1944 et l'autre en Octobre.

L'URSS reste très investi dans ces conférences.

Les États vont se mettre d'accord sur un grand nombre de points, le conseil de sécurité, la cour de justice, l'assemblée, générale..., et une première ébauche de la Charte des Nations Unies va être faite.

Tous les pays en guerre contre l'Allemagne y participe.

En 1945 a lieu la conférence de Yalta, on refuse à l'URSS les quinze voix à Staline, mais il en obtiendra tout de même trois, une pour la Russie « blanche », une pour l'Ukraine et une pour l'URSS. On convient aussi que le droit de veto ne fonctionne pas pour les changement structurel à l'ONU.

25 avril au 26 juin 1945, conférence de San Francisco. Création de l'ONU le 26 juin 1945 avec la charte de l'ONU. Cette conférence reprend l'intégralité des éléments retenus lors des conférence de Dumbarton Oaks et Yalta.

Les États pensent que cette organisation va bien fonctionner, avec le Conseil de Sécurité comme un directoire.

La Charte est fondée sur de grands principes : maintien de la paix, pas d'usage de la violence, négociation entre les pays, droits des peuples, préserver la personne humaine. Au commencement seulement une vingtaine de pays signent la charte, puis d'autres pays nécessairement en paix la rejoignent.

L'assemblée générale hors l'admission de nouveaux membres a uniquement un rôle consultatif, elle émet des recommandations, nomme le secrétaire général des Nations Unies sous proposition du conseil de sécurité. Le premier secrétaire est norvégien, c'est un secrétaire général de compromis, ce qui a marqué l'histoire, le secrétaire restera donc un représentant neutre d'un petit pays, en alternance avec les continents avec les autres grandes organisations, UNESCO, ..., sauf le FMI ou la banque mondiale par exemple.

Le Conseil de sécurité reste l'organe essentiel de l'ONU, il a un rôle exécutif, et est composé de quinze membres en comptant les cinq permanents. Mais c'est aussi un organe qui empêche l'action, il a dès le début été assez inefficace à cause du droit de veto. Il favorise néanmoins le règlement pacifique des différends et la prise de mesure coercitive, avec des moyens d'action économique et militaire, via notamment les casques bleus.

La Cour Internationale de Justice dont l'objectif sera de gérer les différends entre les États et de mettre en place le règlement pacifique des différends et intervient comme un médiateur juridictionnel qui va être au service des États.

Il y a aussi des institutions spécialisées qui sont dotés d'une personnalité juridique. Ce sont des organisations internationales qui ont leur propre identité par rapport à l'ONU et qui y sont rattachés, car issues de ses principes. Elles ne sont pas soumises aux organes des Nations Unies, et dispose de leur propre administration.

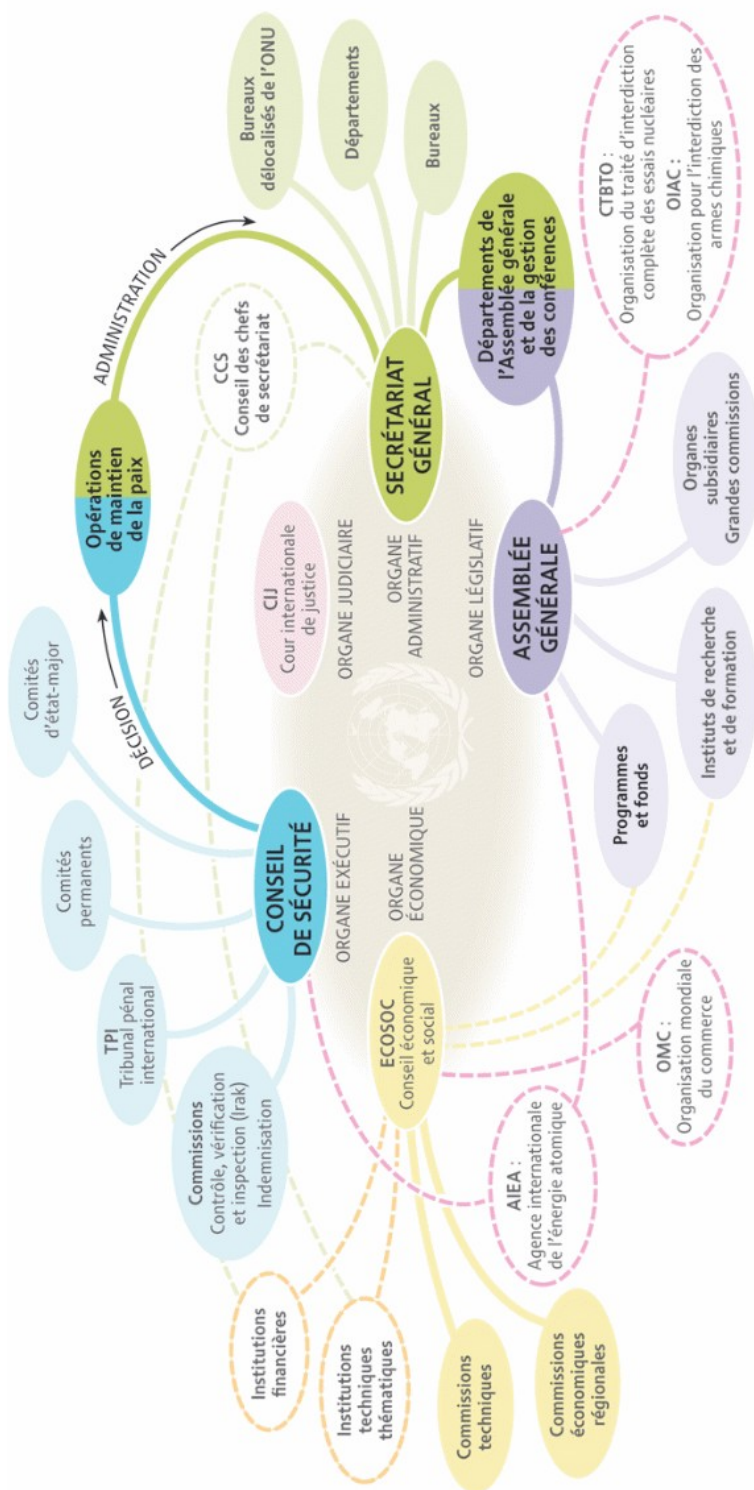
Exemple : Le conseil économique et social, qui a pour but l'intégration socio-culturelle et économique. Ce conseil est chargé de coordonner tout ce qui n'est pas sécuritaire, non lié au droits de l'Homme, tous les domaines plutôt culturels et économiques (commerce par exemple). Il fait aussi le lien entre les Nations Unies et les autres institutions spécialisées. L'UNESCO y est en partie rattaché car le conseil établit les principes généraux.

Le conseil de tutelle, va être chargé de surveiller et administrer certains territoires. En 1946 il va avoir une importance particulière car il récupère tous les pays sous mandats de la SDN, et tous ceux annexés par le Reich, mais les États peuvent demander à retrouver leurs souverainetés. Ce conseil a comme intérêt de mettre sous tutelle internationale un État.

Une question va très vite se poser, où implanter le siège de l'organisation des Nations Unies ?

Staline lui s'oppose à un siège européen, les américains vont donc proposer New York, ce qui sera accepté par l'URSS, on pensait à cette époque les États-Unis allaient redevenir un État neutre car isolationniste. Ce choix va profondément marquer les relations internationales.

On va ensuite choisir comme langues officielles l'anglais et le français. Tous les travaux doivent donc être traduits dans les deux langues. Cela s'explique par la position du français qui était jusqu'alors considéré comme la langue noble de la diplomatie et de la démocratie.



Organes principaux : les traits pleins représentent un rapport direct, et les traits tiretés un lien non subsidiaire.

CCS : mécanisme central de coordination du système des Nations unies. Ce conseil n'est pas un corps « établi » du système mais plutôt un « forum » composé de deux comités de haut niveau, un pour la gestion, l'autre pour les programmes de l'ONU. Il est présidé par le secrétaire général et se réunit deux fois par an.

Organisations autonomes liées à l'ONU dans le cadre de l'Ecosoc et du Conseil des chefs de secrétariat (CCS).

Organisations apparentées ayant des accords spéciaux avec les Nations unies mais non membres du système.

b) Le début difficile des Nations Unies

Dès le début, les Nations Unies connaissent des difficultés de fonctionnement.

Le veto bloque l'organisation à de nombreuses reprises surtout que les alliés d'hier, vont se révéler être les ennemis de demain.

Une des premières grandes questions à laquelle va devoir répondre l'ONU est celle de la politique de l'URSS en Azerbaïdjan. La Grande Bretagne et les USA veulent porter plainte contre l'URSS et ils utilisent pour cela l'Iran en proxy

L'Espagne directement après la guerre est sous le régime de Franco (dictateur, décrié en Europe continentale). En 1945, Franco propose l'Espagne pour entrer aux NU, les grandes puissances s'accordent pour ne pas accepter l'accès à l'Espagne. Dès 1945, la raison est que c'est un régime fasciste : ne rentre pas dans les principes des Nations Unies. La France va aller plus loin, elle a peur des mouvements des migrations espagnoles. Décembre 1945 : elle propose qu'on prenne des mesures en vue de renverser le gouvernement de Franco afin d'installer la démocratie. Cette demande est refusée catégoriquement notamment par les anglo-saxons : ingérence notable. En revanche, ils acceptèrent que le problème espagnol puisse être discuté au sein de l'Assemblée Générale des Nations Unies. La France rompt ses relations commerciales avec l'Espagne et ferme ses frontières. Finalement elle obtient un communiqué politique international franco-anglo-américain qui condamne moralement le régime de Franco en mars 1946 : déclaration très forte à l'époque car invite la population espagnole à choisir un régime démocratique (invitation à l'insurrection).

S'en suivent une bataille de résolutions des Nations Unies sur l'intégration ou non de l'Espagne dans les Nations Unies. Franco réintroduit régulièrement des demandes d'admission. Il se rapproche également de l'URSS pour essayer de rentrer. Besoin de montrer que son régime est légitime : les pays occidentaux ne pourront plus remettre en cause sa légitimité.

Février 1946 : Panama (satellite américain à l'époque) qui propose une résolution pour recommander non-admission de l'Espagne dans les Nations Unies.

Avril 1946 : Pologne poussée par la France qui demande au Conseil de sécurité d'étudier la question espagnole pour les pousser à rompre leurs relations diplomatiques avec l'Espagne. Mais personne ne tombe d'accord sur cette question : on le raye de l'ordre du jour.

Décembre 1946 : l'AG étudie l'admission de l'Espagne dans l'Organisation du système des Nations Unies. A force d'activisme, la France obtient une recommandation de l'AG qui va recommander aux pays du Conseil de Sécurité de ne pas admettre les missions diplomatiques de l'Espagne dans les organes internationaux (jusqu'en 1950). Les Nations Unies refusent d'aller plus loin alors que la France désire une position plus ferme jusqu'à des sanctions économiques. Mais les états sud-américains à partir des années 50 vont décider de reprendre les relations diplomatiques avec l'Espagne et vont inverser la tendance : 1956, l'Espagne est admise comme nouveau membre des Nations Unies (Régime franquiste se termine 1975). Franco a fait en sorte de privilégier les liens diplomatiques et commerciaux avec ces États.

Cet épisode est très typique des débuts compliqués des Nations Unies : État non démocratique donc qui ne devrait pas entrer. Revirement de situation via le jeu diplomatique alors qu'à la base l'Espagne était l'ennemie juré : l'Organisation est très politique et mise en avant des difficultés à prendre des décisions importantes sur des sujets importants de la sécurité internationale.

Question du contrôle de l'énergie atomique dès 1945 : il faut contrôler l'énergie atomique étant donné sa violence.

Organisation d'une Conférence en novembre 1945 entre les détenteurs de la bombe atomique pour suggérer une décision des NU : en 1945 détenteurs de l'arme atomique (l'Angleterre, les États-Unis, le Canada). Il faut

empêcher l'utilisation de l'arme atomique : beaucoup d'États souhaitent s'en servir, il faut encourager utilisation nucléaire civile.

L'Assemblée générale approuve à l'unanimité la création d'une commission de l'énergie atomique : mais beaucoup de désaccords. Les américains proposent de créer une autorité du développement de l'énergie atomique qui devrait contrôler toute la production d'uranium et son utilisation (contrôle absolu de cette Autorité). Rapport Lilienthal : à la base de la proposition américaine de contrôle.

Quand les américains proposent cette Autorité, l'URSS n'est pas d'accord (contrôle sur toutes les nations et dans sa mission de contrôle, l'Autorité ne pourrait être contrainte par le veto du Conseil de Sécurité). Les soviétiques et son délégué Gromyko ayant eu un rôle très important après la guerre : représentant permanent de l'URSS auprès des Nations Unies. L'URSS ne veut pas de contrôle de l'énergie atomique, Gromyko propose que le contrôle de l'énergie atomique dépende du Conseil de Sécurité laissant le droit à chaque grande puissance de pouvoir utiliser son droit de veto. Il propose la mise en place d'une Convention internationale qui rendrait la bombe atomique hors la loi et proposent également que les stocks d'uranium destinés à la fabrication de l'arme atomique soient détruits juste après la ratification de cette Convention (ce sont les États-Unis qui disposent de tous les stocks, seuls affectés par cette Convention). Enfin, via cette proposition le secret atomique devait être divulgué aux Nations Unies. Entre temps on découvre que les soviétiques sont en train d'espionner à Ottawa des bâtiments publics de défenses dans lesquels on sait que sont détenus les secrets de la bombe atomique américaine.

Les deux propositions ne font que traduire la défiance réciproque entre les EU et l'URSS : le régime soviétique est très stressé par leur retard militaire, technique... Début de guerre froide marquée par l'espionnage. La commission créée ne servira à rien et aucune décision ne sera prise pour le contrôle de l'énergie atomique. La France propose d'abandonner cette tâche. Certains États en tireront des bénéfices étant donné qu'ils vont ne profiter pour mener des essais.

On sent dès le début des NU que la tension monte entre les deux grands et que la guerre froide arrive et sera particulièrement présente dans l'Organisation car elle est la conférence permanente dans laquelle l'URSS et les EU sont confrontés diplomatiquement et directement : incapacité d'action partielle des NU au niveau international. Les EU et l'URSS bloqueront ou se bloqueront mutuellement.

Le droit de veto devient très vite dans le cadre de la guerre froide un outil empêchant la décision au sein des NU.

III. Les autres Conférences d'après-guerre

Ces Conférences vont beaucoup traiter des réparations de l'Allemagne vaincue.

Les deux grandes : Yalta et Potsdam. Puis mise en place d traités de paix après la SGM.

a. Conférence de Yalta

Février 1945 : conférence de Yalta.

L'Allemagne n'a pas capituler mais on prévoit déjà quel sera son sort. On imagine comment on va traiter l'Allemagne et la Pologne après la chute du Reich. La conférence réunit les 3 acteurs majeurs de la guerre : Staline, Roosevelt et Churchill. Relative bonne entente entre les trois grands surtout que l'on voit la fin de la guerre arriver.

On décide que l'Allemagne sera divisée en 3.

Churchill veut faire une place à la France car il a peur de se retrouver seul : il sent le changement d'équilibre arriver et sait donc que la Vieille Europe va devoir faire front. Il fait fi des anciennes rivalités qui existaient entre la Grande-Bretagne et la France.

La France va donc obtenir grâce à Churchill sa zone d'occupation. Staline accepte de donner une zone d'occupation à la France au niveau de Berlin uniquement si les américains et les britanniques prélèvent ce territoire de celui qui leur a été attribué dans le partage entre les 3 grands. La France est donc considérée grâce aux britanniques.

Gros risque pour la France d'être considéré comme les vaincus et des collaborateurs notamment à cause du régime de Vichy.

Cas de la Pologne : le territoire a été totalement annexé par le Reich car il considérait que ce territoire faisait partie du Reich car il appartenait à la Prusse (Silésie).

Yalta arrêter la déclaration sur l'Europe libérée : les soviétiques ne tiendront jamais les engagements qu'ils ont pris. Les pays alliés qui libèrent les territoires occupés par les allemands s'engagent à organiser des élections ouvertes à tous les partis démocratiques et contrôler par les représentants des trois grandes puissances. C'est un des éléments qui vont permettre aux américains de voir que les intentions des soviétiques ne sont pas si honnête que dans les conférences d'après-guerre.

b. Conférence de Potsdam (17 juillet-2 août 1945)

La conférence a lieu dans un contexte plus tendu. Les alliés sont inquiets face au comportement des soviétiques.

Février 1945 : ils ont libéré la Roumanie et y installent un gouvernement communiste dit « homogène » mais cette libération se fait aux profits d'un gouvernement soviétique arrivé au pouvoir via l'aide de l'URSS : non-respect de la déclaration.

Ruée des soviétiques sur les bastions nazis.

Les alliés vont faire la course à celui qui arrivera le premier à conquérir les bastions restants des nazis : on est en quête des trésors de guerre allemand, ils ont beaucoup pillé notamment des œuvres d'art.

Conférence du changement d'équilibre

Changements liés aux américains avec la mort de Roosevelt qui avait une bonne capacité de communication avec Roosevelt. Churchill n'est pas reconduit aux élections : Clément Attlee.

Truman a une approche totalement différente de Roosevelt d'un point de vue post-guerre mondiale. Il est beaucoup plus méfiant des soviétiques.

Nouvelle donnée de configuration pour les relations entre les trois grands.

Montée de la méfiance entre l'URSS et les EU et entre la GB et l'URSS.

On décide matériellement des répartitions territoriales :

On va décider que la Pologne sera dirigée par un nouveau gouvernement :

- Gouvernement libéral avant la guerre : il s'était réfugié à Londres pour installer un gouvernement provisoire.
- Résistance nationale communiste : communauté de Lublin qui va réussir avec le soutien de Staline à obtenir le fait de devenir le gouvernement au pouvoir après la guerre.
- Réparation territoriale : 78 000 km² de perdu pour la Pologne aux profits de l'URSS.

On profite de l'après-guerre pour faire une répartition territoriale pour venger ce qui s'est passé dans le passé (Traité de Versailles). On ne prend pas trop en compte les populations sur le territoire : mouvements de populations, allemands expulsés (plus de 2 millions).

La Pologne reste un territoire très convoité par les soviétiques car ils veulent maintenir les territoires polonais du Nord pour des raisons économiques et stratégiques. L'URSS va envisager la répartition de la Pologne en récupérant les territoires annexés. Les alliés cèdent sur ce dossier : ils n'ont pas de présence sur le territoire, ils ne peuvent pas s'opposer et se disent que du point de vue de leur stratégie diplomatique cela peut être un atout de faire des concessions à Staline.

On envisage des solutions pour l'Autriche.

Discuter autour de sa neutralité.

On discute beaucoup des territoires européens mais peu de véritables décisions concrètes.

A Yalta on parle également d'autres territoires que les territoires européens.

La position américaine change sur la partie asiatique. Les américains prennent des positions sur le futur conflit coréen : course territoriale qui entraînera la guerre de Corée qui fut l'un des grands événements de la guerre froide.

On envisage les traités de Paris : 1 conférence, 5 traités de paix.

Il y aurait un conseil des ministres des Affaires étrangères des pays alliés : il se compose des ministres des Affaires étrangères français, britannique, américain, soviétique et chinois. Il se compose en fait des 5 membres du Conseil de Sécurité que l'on considère comme les organisateurs du monde d'après-guerre.

Cette conférence est annoncée à l'issue de la conférence de Postdam.

Ces conférences de paix se tiendront à partir de septembre 1945. La première conférence : conférence de Londres, puis série de conférence jusqu'en juillet 1946 où se tient la conférence de Paris du 29 juillet au 5 octobre qui donnera naissance aux traités de Paris.

21 pays vont participer : ceux que l'on considère comme vainqueurs de l'Allemagne mais avec un poids différencié par rapport aux efforts qu'ils ont fait.

5 traités car on traite les 5 pays dits satellites de l'Allemagne : ceux qui ont contribué à l'effort de guerre allemand. Italie, Roumanie, Bulgarie, Finlande, Hongrie.

Question de l'Italie : un des alliés principaux de l'Allemagne. Qu'a fait-on des colonies italiennes ? La Libye, l'Érythrée,

Les alliés ne s'entendent pas sur la solution à apporter pour ses trois colonies. Trieste : région éclatée entre l'Italie, la Croatie et la Slovénie. Les soviétiques vont s'accaparer cette région en appuyant leurs revendications via Tito (Yougoslavie). Les yougoslaves occupent à cette époque le territoire. En revanche les italiens sont soutenus par les britanniques pour garder ce territoire. Pas d'accord. On fait appel à l'ONU et à son conseil de tutelle pour ériger le territoire de Trieste avec un statut de ville libre sous tutelle de l'ONU. On se rend compte que la solution n'est pas viable.

1948 : les alliés proposent que Trieste revienne aux mains de l'Italie.

Les yougoslaves et soviétique refusent si bien que le statu quo est conservé sur le territoire de Trieste.

Question des réparations : remboursements monétaires prélevés sur l'Italie.

Très peu des réparations prévues seront réellement prélevées.

La question de la Roumanie.

Perte de plusieurs régions au profit de l'URSS mais récupère la Transylvanie qui appartenait à la Hongrie. Les roumains sont plutôt protégés par les soviétiques qui vont placer le pays sur leur coupe.

La Hongrie

Elle perd une partie de son territoire. C'est le pays qui va le plus subir les conséquences territoriales car le pays revient à ses frontières de 1920 : Transylvanie rendue à la Roumanie, Ruthénie annexée par l'URSS et perd ce qui correspond au Sud de la Slovénie et qui va être rattaché à la Tchécoslovaquie.

Réparations prévues mais jamais payées car ils n'ont pas les moyens.

La Finlande

Grosse participation à l'effort de guerre allemand. Les soviétiques ont des exigences en matière de réparations : les plus lourdes réparations et un des rares pays qui avait les moyens. La Finlande perd une partie de territoire importante : les soviétiques annexent 44 000 km² de territoires soumis à des contestations entre les deux pays.

10 février 1947 : les 5 traités de paix de Paris sont officiellement signés.

Pour l'Allemagne, l'Autriche et le Japon on n'arrive à aucun traité. On va décider que l'Allemagne sera placée sous un conseil de contrôle comprenant les 4 commandements en chef de chacun des pays. Le siège de cette autorité est placé à Berlin divisé en 4 zones. On envisage un conseil paritaire : administration paritaire, il faut une entente entre les 4 protagonistes. Les anglo-saxons et les français s'entendent bien mais les américains et les soviétiques sont d'accord sur les objectifs mais pas les moyens à mettre pour y arriver. Objectifs : ramener la démocratie en Allemagne et casser le national-socialisme.

Question du démembrement de l'Allemagne : Staline ne va plus y être favorable (voulait sûrement garder la main sur le territoire).

Les États-Unis, les britanniques et l'URSS veulent unifier économiquement leurs zones pour permettre à l'Allemagne de se réinsérer dans le système international. La France refuse selon la politique de De Gaulle d'entendre parler d'unification tant que les exigences françaises ne sont pas entendues. La France exige la Sarre : région transfrontalière fortement industrielle et veut l'internationalisation de la Ruhr pour avoir un mandat dessus et l'administrer.

La mise en place de la CECA va permettre de rapprocher l'Allemagne et la France au niveau de ces régions industrielles.

Les alliés ne s'entendent pas du tout sur la vision de la reconstruction de l'Allemagne. A cela s'ajoute la question des réparations. L'Allemagne est une grande puissance industrielle : on prévoit de prélever les réparations sur ce potentiel industrielle (exploiter les usines allemandes). La France demande une très stricte application de ses réparations : prélèvement sur l'acier et le charbon. Les soviétiques également. Décalage idéologique, les soviétiques vont favoriser la prise de position politique des communistes dans leur zone. Ils font progresser l'économie communiste et les idées marxistes. Dans leur zone, ils imposent des systèmes de production communiste : nationalisation des entreprises et des grandes réformes agraires (collectivisation des terres).

Les économies occidentales migrent vers des économies de marché : les territoires et zones prennent des directions tant politiques qu'économiques radicalement différentes. Difficultés pour s'entendre de ce fait.

L'Organisation tripartite est frappée d'impuissance pour prendre des décisions. La dernière sera sur la mise en place du premier tribunal international ad hoc : tribunal de Nuremberg. Il va être mis en place pour juger les criminels de guerre nazis.

L'Allemagne est en train de devenir le point essentiel des relations internationales de l'époque. Pendant toute la période de la guerre froide, chaque crise se traduira dans la situation allemande et plus précisément berlinoise.

Autriche pas d'accord. Les soviétiques veulent mettre l'Autriche à terre.

Japon : mésententes entre les américains et les soviétiques.

1946 : la situation est tendue entre les alliés. Ils se font de moins en moins confiance. Propension d'expansion territoriale des soviétiques. La situation se tend de plus en plus.

En 1946 : Churchill qui s'est retiré des affaires, fait des conférences. A Fulton aux États-Unis, il expose sa vision du monde et parle pour la première fois du rideau de fer qui est en train de tomber sur l'Europe.

Les américains décident de ne plus rien céder aux soviétiques : « esprit de Riga » qui remplace l'« esprit de Yalta ». Changement de Secrétaire d'État américain James Burnes démissionne au profit du Général Marshall qui prend la tête de la diplomatie américaine. La nomination d'un militaire et général est significative pour les américains : ils haussent le ton.

Quelques mois après les négociations seront rompus : approche conflictuelle.

IV. La situation au Proche, Moyen et Extrême Orient

- Conséquences de la guerre à travers des pays qui sont pour la plupart d'anciennes colonies.
- L'engagement chinois en japonais en extrême orient

Le proche et Moyen-Orient

La région est marquée par la présence et l'influence des français et britanniques. Le retour à la paix est marqué par la création de mouvements indépendantistes, régionalistes et idéologiques notamment via un mouvement : La **Ligue arabe** crée au Caire en mars 1945. Elle témoigne du réveil du panarabisme : union des pays arabes afin de reprendre une place qui leur est due dans le système internationale. Ce panarabisme naît en 1936, la Ligue arabe qui se constitue de l'Égypte, Syrie, Transjordanie, l'Irak, le Liban et le Yémen en sera l'aboutissement. Dès 1945, cette ligue arabe a pour volonté d'être ouverte à tout pays : son objectif est de « s'occuper des intérêts généraux des pays arabes ». Dès 1945, la Ligue arabe va s'intéresser au problème de la Palestine alors sous mandat britannique : elle demande le respect des droits des arabes en Palestine. La ligue arabe est un acteur essentiel de cette zone du Moyen orient dans le direct après-guerre. : elle est à. L'origine de nombreuses pressions sur les Grands et de nombreuses crises (crises économiques des années 70). Il va convaincre de nombreux autres pays arabes. Elle jouera un rôle important dans le conflit de la guerre froide même de manière indirecte. En 1945 et dans les années qui suivent, la Ligue arabe va avoir un rôle essentiel dans le processus de décolonisation : encourager les états à acquérir leur indépendance. De Gaulle dès l'après-guerre va vouloir amener à l'indépendance deux états placés sous mandat de la France en 1919 par la SDN : le Liban et la Syrie. Néanmoins il entend préserver les intérêts stratégiques français : chercher à obtenir des garanties malgré l'indépendance. Les deux états craignent que les garanties françaises ne soient des moyens détournés pour maintenir l'influence française : ils dénoncent une forme de néo-colonialisme. Un bras de fer apparaît entre les autorités françaises et les autorités syriennes et libanaises si bien que des incidents éclatent entre les deux états avec des mouvements de contestation. Cela entraîne une intervention des britanniques en Syrie, la France est débordée. Les britanniques vont imposer un cessez-le-feu et tenter d'apaiser la situation. Des tensions entre les français et les britanniques vont apparaître : les français pensent que les britanniques vont profiter de leur faiblesse au Moyen-Orient pour récupérer toute ses zones d'influences. Aucun des deux parties ne remportera la préservation de ses intérêts dans la région car les autres Grands vont s'intéresser à cette zone géographique. L'URSS va devenir un allié puissant de la Ligue arabe sur la question du Syrie et du Liban, l'URSS soutient ses deux pays devant l'ONU. L'URSS va obtenir le retrait des troupes françaises et britanniques des deux pays.

L'Égypte : sous domination britannique et qui s'est vu remettre son indépendance en 1936. Les britanniques avaient accordés une indépendance presque complète à L'Égypte mis à part au niveau de la politique étrangère qui restait subordonnée aux anglais. Les égyptiens demandent le retrait des troupes britannique du Canal de Suez en plus de leur gestion autonome de leur politique extérieure. Les britanniques ne veulent pas renoncer à ce point géostratégique essentiel : péage qui est un gros avantage économique pour les britanniques. Ce problème dès 1947 est soumis à l'ONU mais aucune solution n'est trouvée. Elles aboutiront dans les années 50 à la Crise du Canal de Suez.

L'Irak : sous domination britannique. Elle souhaite plus d'indépendance, les britanniques essaient de mettre en place un traité d'indépendance qui conserve leurs intérêts. Les irakiens vont refuser ce traité d'indépendance et rejeter définitivement l'influence britannique.

La Jordanie : le souverain par crainte de perdre son trône va préférer conserver son trône. Il signe un traité d'amitié avec les britanniques. Les souverains de Jordanie étaient traditionnellement éduqués au Royaume-Unis, ils voulaient conserver cette tradition. L'émir Abdallah craignait que son pouvoir souverain soit menacé.

L'Iran : pendant la guerre, l'Iran est occupé par les soviétiques et par les britanniques, la situation d'après-guerre est complexe. Les soviétiques et les britanniques ne veulent pas retirer leurs troupes notamment en raison de rivalités pétrolières qui vont apparaître dans le cadre de ces évacuations. Les soviétiques maintiennent leurs positions et soutiennent des mouvements autonomistes ou séparatistes dans certaines régions iraniennes : Azerbaïdjan et du Kurdistan.

Grâce à l'intervention britannique et américaine à la demande du Chah, l'Iran va réussir à négocier le retrait des soviétiques qui obtiendront néanmoins des concessions pétrolières. La situation se stabilise ainsi en Iran pour quelques années : c'est un régime favorable aux puissances occidentales.

La Turquie : a déclaré la guerre très tard, elle a pris le parti des alliés tard. Les soviétiques veulent se venger, l'URSS a des visions stratégiques dans la région et notamment au niveau de la Mer noire. Après la Seconde guerre mondiale, les soviétiques demandent la révision des accords conclus avec le pays avant la guerre pour obtenir des concessions quant à la possibilité de naviguer en mer noire, ils veulent également des rectifications de frontières notamment en Anatolie. (Accords de Montreux de 1936, que les soviétiques remettent en cause). La Turquie va recevoir le soutien des américains face à ses exigences territoriales des soviétiques et le soutien politique des États-Unis va se matérialiser par un soutien militaire. En 1946, Staline présente ses demandes et à ce moment-là, Truman face à ses exigences envoie un soutien militaire important en Turquie pour la soutenir (troupes navales). De nombreux missiles seront positionnés en Turquie par les américains en échange de leur protection. C'est une zone stratégique pour les deux parties.

La Grèce : pays soumis à de nombreuses tensions. Guerre civile en Macédoine qui engendre une mobilisation d'un grand nombre d'alliés : renaissance de tensions séparatistes. Les Bulgares et la Yougoslavie vont soutenir ses mouvements séparatistes. A la fin de la SGM, les britanniques ont un mandat sur la Grèce, ils combattent ces mouvements pour rétablir la monarchie grecque. Ils déploient leur soutien militaire en faveur de la restauration de la monarchie même s'ils veulent en fait établir une démocratie ou le monarque serait plus effacé. Les britanniques s'engagent dans un conflit qu'ils ont du mal à gérer et l'Armée rouge qui soutient la Yougoslavie et la Bulgarie va soutenir les mouvements séparatistes macédoniens. La guerre civile est relancée de manière considérable.

1947 : la Grèce devient un état où les soviétiques et britanniques sont prêts à s'affronter : les américains s'en mêlent.

Extrême Orient

Le Japon a grandement soutenu l'effort de guerre allemand. Il a investi de nombreux pays voisins territorialement. Le Japon est le seul pays à connaître l'utilisation de la bombe nucléaire, événement ayant définitivement marqué l'histoire japonaise et celle de l'humanité.

Capitulation en 1945 signée par l'Empereur Hirohito. Les Japonais occupaient une influence essentielle dans la région, or l'effondrement du Japon modifie l'ordre régional. Les américains contrôlent militairement le Japon sous le commandement du Général MacArthur : gagnant de la guerre du Pacifique. Il met en place des réformes visant à la démocratisation du Japon et visant à faire disparaître les responsables de l'engagement nazi du Japon : il s'attaque aux grandes familles (les Zaibatsu, trusts familiaux). Il prélève des réparations sur le Japon, il a une structure industrielle très développée par rapport aux autres pays dans la région. Il démembre la structure industrielle militaire du pays. Il faut décider ce que l'on fait de l'empereur du Japon : on s'interroge pour savoir si on l'exécute ou si on le juge devant une juridiction internationale. On considère à l'époque que ce n'est pas stratégique, on va essayer de reconstruire ce nouveau Japon. Les américains choisissent de mettre l'empereur du Japon au cœur de la nouvelle Constitution pacifique. Dans la religion chinto, l'empereur est le fils de la déesse du Soleil il est d'origine divine, on ne voulait pas dans une société bouleversée, maintenir un référentiel religieux pour le peuple japonais incarné par l'Empereur. Le déshonneur absolu était de se suicider en se plantant avec un sabre. Les américains se servent de l'Empereur et le place au centre de la Constitution pour amener les réformes

et ne pas bouleverser trop en profondeur la société japonaise. Le Japon devait administrer aussi le Japon mais MacArthur va gérer le territoire de manière quasiment dictatoriale. Les soviétiques demandent leur part du Japon. MacArthur fait valoir le fait que les Alliés n'ont servi à rien au Japon. A Yalta, la Mandchourie est restituée à la Chine (grande région industrielle) et l'île Formose (Taïwan) est également restituée à la Chine.

La Corée devient indépendante après la guerre mais divisée en deux car on n'est pas d'accord sur le régime à mettre en œuvre, elle est disputée entre les occidentaux et les soviétiques. L'URSS obtient quelques concessions territoriales : Îles Kouriles. A l'issue de la guerre, les américains récupèrent les îles Marshall.

Dans la zone Sud asiatique, de nombreux changements s'opèrent notamment dans les années 50 : tensions autour de l'influence américaine, lutter contre l'influence du communisme chinoise.

La Chine : elle ne retrouve pas la paix après la seconde guerre mondiale. Elle est touchée par la guerre civile largement encouragée par les soviétiques avec leur politique en Mandchourie, ils ont une grande présence militaire dans cette région. Les soviétiques soutiennent les mouvements communistes chinois qui vont de fait se mettre en guerre civile avec le gouvernement nationaliste chinois. Ils tentent de prendre le pouvoir. L'URSS et le gouvernement nationaliste avaient pourtant signé un accord d'amitié militaire. L'URSS va trahir la confiance du gouvernement en place en soutenant les réactionnaires communistes. La guerre civile devient très violente : guérillas. Les communistes s'unissent autour de Mao Tsé Tong. Le gouvernement nationaliste se tourne vers les américains, le Général Marshall tente d'intervenir diplomatiquement : il essaie de rapprocher les deux parties et de réduire les partisans de Mao notamment. L'hésitation américaine à intervenir va plonger la Chine dans le communisme.

On voit que le Monde est très sérieusement clivé dans l'après-guerre. Les soviétiques cherchent à étendre l'idéologie communiste. Les américains sont réticents à prendre parti pour des puissances coloniales et hésitent souvent à intervenir étant donné leur isolationnisme naturel. Aux lendemains de la SGM, les problèmes ne sont pas du tout réglés dans le monde, des tensions idéologiques ne cessent de se renforcer.

La formation des blocs, le début de la guerre froide

1947 : La Guerre froide débute. Cela change profondément la face du monde qui tombe dans une idéologie dualiste. Modification profonde des données géostratégiques.

Les soviétiques essaient de faire progresser leur idéologie et leurs intérêts. Les États européens de leur côté ont peur d'une soviétisation de leurs territoires et font appel aux américains ce qui pousse ces derniers à refuser de se retrancher dans leur isolationnisme.

À partir de 1947 : émergence des blocs.

La naissance des deux blocs :

1947 : les problèmes se multiplient dans le Monde.

- Guerre d'Indochine en Asie qui se transforme en guerre idéologique avec les communistes.
- Situation coréenne qui se cristallise en un pays divisé en deux pays ayant une idéologie opposée.
- En Europe et dans les régions proches : la Grèce est en proie à la guerre civile, les communistes s'imposent de plus en plus au gouvernement royal on craint que la Grèce tombe sous le joug des communistes. Le Général communiste Markos à la tête d'une guérilla communiste soutenu par la Bulgarie et la Yougoslavie et l'Albanie progresse aux dépens des britanniques qui manquent de moyens pour soutenir le régime royal qu'elle tente de protéger d'une chute qui semble de plus en plus inévitable. Les britanniques demandent un soutien américain. Les EU décident de réagir d'autant plus que les

américains voient la Turquie directement menacée par les soviétiques. L'Armée rouge n'est pas loin, le président Truman se présente devant le Congrès et demande de voter une aide financière pour la Turquie et la Grèce (400 millions de \$), le 12 mars 1947. Il rappelle que trop de régimes totalitaires se sont imposés dans le monde. Truman soutient cette position interventionniste américaine, il déclare d'ailleurs « Le moment est venu de ranger les EU d'Amérique dans le camp et à la tête du Monde libre ». Les EU vont agir comme les leaders du Monde libre opposés aux soviétiques. C'est ce que l'on considère comme le début de la doctrine Truman et la rupture de la politique américaine avec l'isolationnisme.

Doctrine Truman :

- Maintenir la paix
- Diffuser la prospérité
- Étendre le modèle américain

1947 : Conférence de Moscou qui devait trouver une solution pour l'Allemagne et l'Autriche mais Staline crie au scandale avec le discours de Truman.

Conséquence matérielle de la doctrine Truman : Plan Marshall, aide financière votée en la faveur de certains pays. 5 juin 1947 : lancement du Plan Marshall dans un discours à Harvard de ce dernier. Sous peine de dislocation économique et financière des pays d'Europe, il faut leur venir en aide. Le Plan Marshall a pour but de favoriser les efforts d'unification européenne. Les américains étaient les premiers à soutenir la mise en place des États-Unis d'Europe, pour assurer l'unité et prospérité économique des européens. Les européens vont orienter leur économie vers les américains : la balance des échanges américaines sera extrêmement excédentaire (succès). Les américains proposent aide du plan Marshall y compris aux démocraties populaires et même aux soviétiques. Tous les pays soviétiques la refusent. Juillet 1947 : Mise en œuvre du Plan Marshall. Les soviétiques réagissent de manière assez virulente : « manifestation de l'impérialisme américain ». L'URSS crée en réaction le Kominform : bureau de liaison entre les différents PC des démocraties populaires. En réalité, ces bureaux vont servir de point de relai pour transmettre l'idéologie, surveiller les états et piloter les PC locaux pour uniformiser leur idéologie avec la politique d Moscou. Pour lutter contre le Plan Marshall : lancement de grèves insurrectionnelles en France ou en Italie par les PC.

Conférence de Londres entre les ministres des Affaires étrangères alliés : fiasco, ils ne parviennent pas à s'entendre (« Conférence de la dernière chance ») notamment sur la question de l'Allemagne. Aucune décision n'est prise. Le représentant soviétique : Molotov pointe du doigt la mauvaise foi des occidentaux. A la fin de cette conférence, on sait que désormais l'entente entre les anciens alliés n'est plus possible. Qu'est ce qui va se passer ?

V. Une Europe divisée

Deux questions clefs se posent encore à la suite de la fin de la guerre :

a. La question de l'Europe qui se divise de plus en plus

Suite à la libération de territoire de l'Europe de l'Est, l'armée rouge est encore présente dans de nombreux pays en 1947, l'idéologie communiste gagne donc du terrain. L'Europe continentale se divise donc bel et bien en deux camps, le camp soviétique étant marqué par une politique expansionniste et sécuritaire forte, et la notion de glacis sécuritaire va faire son apparition, c'est à dire une système d'alliance militaire avec les pays des blocs de l'Est, cela est en partie dû à la possession de la bombe atomique par les États-Unis, qui plonge l'URSS dans la peur, elle avance donc aussi ses recherches dans le champ des armes atomiques. Cette impression d'être derrière les USA va profondément marqué la stratégie soviétique durant toute la guerre froide et entraîner plusieurs courses à l'armement.

L'URSS va donc mettre en place un système d'alliance militaire, des traités d'assistance dirigés au départ contre l'Allemagne puis renforcés par des traités d'alliance militaires. L'URSS va aussi mettre en place dans tous les pays de l'Est régimes communistes, les démocraties populaires, qui sont des régime très centralisés avec un État très fort.

Cette création de système d'alliance militaire, politique, culturel assez avancé crée un conglomerat d'État alignés sur l'URSS, avec le Kominform comme directoire, il permet le contrôle des autorités politiques des pays de l'Est. Cette stratégie fonctionne partout à quelques exceptions prêt :

Yougoslavie : Tito s'oppose à Staline, il ne voit pas d'intérêt pour la Yougoslavie à s'aligner sur les positions de l'URSS. Les Balkans étant une position stratégique, Staline sera rageant du non alignement de Tito et mettra de la pression sur son pays afin qu'il cède. Tito menace de laisser les USA s'établir en Yougoslavie pour empêcher une invasion soviétique. Il réussira à se maintenir au pouvoir, et maintenir son pays dans la neutralité avec cette stratégie, sans pour autant basculé dans le camp occidental. C'est la première division du bloc de l'Est.

Turquie et Grèce : Ces deux pays restent menacés par l'URSS, mais tiennent bon grâce au soutien américain, qui tient à l'emplacement géostratégique de ces deux pays.

Finlande : Elle va s'attacher à sa neutralité, qui reste une neutralité de façade car elle s'attache aux USA pour limiter l'influence des partis communistes locaux. Elle tiendra toute la guerre froide, et sera une base arrière de l'OTAN. La Finlande accueillera aussi un grand nombre de conférences, les conférences d'Helsinki, et deviendra une zone de négociation.

Certains pays essayent de résister à l'influence de l'URSS, comme la Tchécoslovaquie, pays à forte tradition démocrate. À la fin de la guerre elle remet en place cette tradition démocratique, se mettre en place sous Benes un gouvernement de coalition avec quelques ministres communistes, mais c'est un équilibre délicat, qui se brisera. En effet le gouvernement est pointé du doigt par l'URSS, et devant la question du plan marshall le gouvernement se divisera entre socialistes et communistes. Une insurrection renversera le gouvernement, les milices ouvrières, on parle du Premier Coup de Prague de février 1948. Le Président Benes doit accepter un gouvernement avec tous les ministres communistes sauf un, qu'on retrouvera suicidé plus tard.

Face à ses succès communistes, imposés par la force, le camp occidental est très inquiet. Les Européens impressionnés face notamment au coup de Prague, se rendent compte qu'ils ne disposent pas d'une alliance

militaire comparable à celle de l'URSS avec ses pays satellites. Face à ce besoin d'union, L'Alliance de l'Union Occidentale, est créée en 1948. Cette organisation sera l'ancêtre préalable à l'OTAN. Cette alliance deviendra l'UEO, l'Union d'Europe Occidentale. C'est le premier traité d'alliance militaire tourné contre un ennemi non identifié, il s'agit d'un système d'alliance réciproque et systématique, au départ composé de la France, du Benelux et du Royaume-Uni, son état major inter-allié se trouvera à Fontainebleau.

Ces concrétisations militaires occidentales et soviétiques inquiètent la planète, à peine sommes-nous sortis de la guerre que de nouvelles alliances qui pourraient engendrer de nouvelles guerres sont créées. L'Europe occidentale va se tourner vers les USA car elle n'a pas les moyens matériels de résister à l'URSS. Cette demande d'assistance venant renforcer la sécurité européenne sera à l'origine du Traité de l'Atlantique Nord et de l'OTAN.

b. La question de l'Allemagne, en particulier de Berlin

La question de l'Allemagne est toujours posée en 1947-1948, les alliés n'étant toujours pas d'accord sur son sort. C'est une question qui divise non seulement entre l'Est et l'Ouest, mais aussi entre les occidentaux, la France en particulier est particulièrement opposée à tout ce qui permettrait à l'Allemagne de se reconstruire comme une puissance, de plus elle revendique aussi la région de la Rhur et de la Sarre.

La question de la reconstruction juridique est aussi sujette à division :

- La France souhaite une Allemagne très décentralisée avec un État fédéral faible et des régions autonomes.
- Les anglo-saxons, souhaitent un État fédéral fort
- L'URSS souhaite la mise en place d'une démocratie populaire, avec un État très centralisé très puissant

Aucune des conférences sur l'Allemagne ne va donc aboutir. La question de l'Allemagne divise aussi sur le statut de la ville de Berlin, qui se trouve divisée entre les quatre pays, mais enclavée en territoire soviétique. Berlin restera pendant toute la guerre froide un reflet des relations internationales entre occidentaux et soviétiques, une sorte de mise en abîme.

Les soviétiques veulent le contrôle total de la ville, les occidentaux s'y opposent, et les soviétiques vont donc mettre en place le blocus de Berlin, le petit pour commencer, qui ne consiste que en un contrôle militaire de la ville. Face à cela les occidentaux décident en réponse d'avancer sur la nouvelle organisation politique de l'Allemagne et émettent le Deutschmark dans les zones sous leurs contrôles, dont leurs zones de Berlin. Les soviétiques face à cette mesure, qui favorise un modèle occidental d'économie de marché, demanderont via le général soviétique en charge de Berlin de venir en arrière sur cette mesure, ce que les occidentaux refuseront. Face à cela la Kommandatura sera fermée par les soviétiques, ce qui signera la fin des pourparlers entre les alliés et la mise en place du blocus terrestre total de Berlin. Des négociations auront lieu, mais Staline refusera toute levée du blocus. Les occidentaux, USA en tête vont mettre en place un pont aérien, les soviétiques n'oseront jamais descendre les avions occidentaux, la mission de ravitaillement sera un succès et au bout d'un an le blocus est levé en 1949.

1. Soviétique exige que Berlin soit totalement sous le contrôle de l'URSS
2. Les occidentaux refusent, petit blocus de Berlin
3. Mise en place du Deutschmark par les occidentaux
4. Demande de retour en arrière par les soviétiques, demande refusée, blocus total
5. Négociations diplomatiques qui échouent, mise en place d'un pont aérien occidental
6. Succès du ravitaillement, échec du blocus, fin du blocus

L'affaire du blocus sera portée devant les Nations Unies mais l'URSS y opposera toujours son veto au conseil de sécurité. Berlin deviendra désormais la ville symbole de la guerre froide, et les berlinois qui passaient dans l'opinion occidentale comme des nazis seront désormais vus comme des victimes de l'oppression soviétique.

Les alliés comprennent que pour lutter contre l'URSS ils auront besoin de l'Allemagne et continuent leurs négociations sur la constitution allemande, commencées en 1948. En mai 1949, un projet de constitution allemande est acceptée du côté allié, bien que les Français restent réticents, ce sera donc une république fédérale constituée de länders avec une certaine autonomie et un État fédéral fort, bien que ne disposant pas des pouvoirs militaires, économiques ou bien diplomatiques, placé sous tutelle militaire occidentale pour l'instant. Il s'agit de la Loi Fondamentale de la République Fédérale d'Allemagne. Cette constitution est un mélange entre le fédéralisme américain et la centralisation française, l'Allemagne est constituée de onze landers, gouverné par un chancelier, le chef du gouvernement, il y a aussi un président placé au dessus des institutions mais c'est avant une fonction honorifique, il ne dispose pas de pouvoir gouvernemental.

Des élections sont donc organisées en août 1949, et c'est Konrad Adenauer qui sera élu chancelier, c'est à ce moment là le maire de Cologne, membre du CDU (conservateur centre-droit). C'est un fervent défenseur de la réunification de l'Allemagne, division très mal vécue par la population et d'autant plus après le mur de Berlin. Il sera un président très efficace et la RFA reprendra très vite les prérogatives gouvernementale et économique, au grand désespoir de la France. Cette élection et ce nouveau régime gouvernemental à l'Ouest mis en place sans concertation avec l'URSS sera dénoncé par les soviétiques, qui mettront en place dès octobre 1949 une démocratie populaire via le conseil du peuple (assemblée d'Allemagne de l'Est). Ce gouvernement très centralisé sera dirigé par Grotewohl. L'Allemagne de l'Est sera pendant toute la guerre froide très aligné sur les soviétiques et va disposer d'une intégration privilégiée dans le bloc de l'Est.

La RDA va être présentée comme une « vrai », république.

À partir de ce moment là, on peut dire que le divorce entre les deux Allemagne est totalement consommé. On admet très vite cette division et l'Allemagne va rester une zone de tension permanente. Adenauer va tout mettre en œuvre pour la réunification de l'Allemagne, chacun des deux dirigeants veut des élections libres, mais les conceptions idéologiques sont trop différentes entre les deux blocs et les deux Allemagne finissent par se reconnaître mutuellement, ce qui va régularisé la situation au niveau international.

Pendant toute la guerre froide l'Allemagne va être sous les projecteurs du SI, avec des tensions tout de même apaisées ce qui va permettre à chaque bloc de se concentrer sur lui-même. Dès les années 50, l'Allemagne de l'Ouest va être très active politiquement, et reprend les rennes du pouvoir diplomatique dès 1950, afin de se repositionner vite sur le système international, notamment pour ce qui est du marché commun européen dès 1950.

VI. L'extension soviétique et communiste extra-européenne

Comment le communisme va-t-il se propager dans le reste du Monde ?

En Chine (1947), la guerre civile continue et bat son plein, les forces communistes gagnent de plus en plus de terrain, les nationalistes s'effondrent malgré le soutien des américains assez tardif. En octobre 1948, les communistes investissent la Chine du Sud, Pékin et Shanghai en 1949. Tchang Kaï-Chek fui vers l'île de Formose qui deviendra Taïwan.

La Chine occidentale elle restera sous le giron de Mao, et deviendra le 1^{er} Octobre 1949, la République Populaire de Chine. Mao aura sa propre vision du communisme, qui au fil du temps va se séparer de l'idéologie soviétique. Les occidentaux reconnaissent eux le gouvernement nationaliste à Taïwan, sauf le Royaume-Uni qui va pouvoir garder la ville de Hong-Kong en 1950. La Chine et l'URSS seront dans un premier temps alliées contre le camp occidental. Les soviétiques n'auront de cesse de dénoncer le gouvernement nationaliste au conseil de sécurité pour représenter la Chine, mais les demandes soviétiques seront refusées. Face à cela les soviétiques feront une politique de la chaise vide au conseil de sécurité, mais qui ne sera pas reconnue non plus par les occidentaux qui pourront faire passer les résolutions qu'ils souhaitent, ce qui aurait été impossible avec le veto soviétique. Cette grande erreur de Staline aura pour conséquence la mise en place d'une intervention onusienne en Corée.

Face à l'alliance entre Staline et Mao, les occidentaux se trouvent très inquiet de la propagation du communisme en Asie et les USA réinvestiront l'Asie.

En Indochine, la France mène ce qui pourrait s'apparenter à une guerre néo-coloniale depuis 1946 et qui coûte beaucoup d'argent au gouvernement. La France elle présente son investissement militaire comme étant une manœuvre ayant comme but de bloquer la propagation du communisme en Asie, mais les intérêts géostratégiques et économiques sont très importants. On considère ce conflit comme ayant fait tomber nombre de gouvernement de la IV^{ème} République, et comme un coût gigantesque pour un pays en reconstruction. Les USA dénoncent d'abord cette guerre puis en 1950, les USA supporte la France dans la guerre idéologique qu'ils mènent afin de bloquer l'expansion communiste.

Guerre de Corée :

La Corée était initialement sous domination Japonaise, à la défaite japonaise les USA investissent le sud du pays et l'URSS le nord avec comme limite le 38° parallèle. Les alliés veulent mettre en place des élections dans le pays, mais les partis locaux ne voudront pas d'organisation d'élections ni de gouvernement inter-alliés. Les Nations unies veulent mettre en place une mission ayant pour but la réalisation d'élections en Corée, mais Staline s'y oppose. Les troupes de l'URSS et des USA vont quitter le territoire, mais les partis politiques ne s'entendront pas pour faire les élections. Des élections sous égide de l'ONU auront lieu dans le sud, un président nationaliste anti-communiste sera élu, le nord répliquera par d'autres élections remportées par les communistes. Les deux Corée ne vont pas se reconnaître et cela va renforcer les tensions.

Le 29 juin 1950, la Corée du Nord envahit la Corée du Sud. La réponse de l'Amérique sera forte avec une grande mobilisation en Corée via l'ONU mais aussi dans tous les autres pays d'Asie du sud-est ayant besoin d'aide face au communisme, comme la Philippines. Les USA vont donc profiter du siège vide communiste aux Nations Unies pour faire voter une intervention militaire en vertu du principe de non agression. La Chine nationaliste étant au conseil de sécurité, personne ne s'opposera à cette résolution.

MacArthur prendra le commandement de cette coalition, il lance une grande contre-offensive qui occupera la Corée au-delà du 38° parallèle. Les soviétiques et la RPC veulent réagir mais ne peuvent pas directement entrer

dans cette guerre. Les soviétiques fourniront du matériel et des aviateurs dans cette guerre. Les chinois eux engageront des volontaires pour la guerre de Corée, «L'armée des volontaires du peuple chinois », qui étaient en réalité des militaires de l'armée chinoise. Cette contre-attaque du Nord, soutenu par la Chine et l'URSS arrivera à prendre Séoul, avant d'être repoussée au 38° parallèle. MacArthur demandera de lancer des bombes nucléaires sur la Chine, il sera limogé puis remplacé par un Général plus raisonnable.

En 1953 l'armistice est signé, c'est l'échec des Nations-Unies et une nouvelle matérialisation des divisions idéologiques au sein du SI :

- Chine – Taïwan
- RFA-RDA
- Corée du Nord – Corée du Sud

VII. Le pacte de l'Atlantique

La nouvelle menace soviétique se faisant de plus en plus visible il est nécessaire pour les pays occidentaux de s'unir. L'UO, l'Union Occidentale, composée de la France du Royaume-Uni et du Benelux se met donc en place suite au traité de Bruxelles de 1948. Elle préfigure l'OTAN signé en 1949, et est remaniée sous le nom de l'Union de l'Europe Occidentale en 1954 en incluant la RFA et l'Italie., mais très vite les européens se tournent vers les USA afin de disposer d'une grande puissance dans leur camp contre le géant soviétique. Afin de faire face à cette nouvelle menace soviétique, le pacte de l'Atlantique est signé en 1949, et donnera naissance à l'OTAN. Ce pacte modifie la vision dont les USA voient l'investissement international, les USA n'avaient en effet pas prévu de rester en Europe après la seconde guerre mondiale et comptait retourner dans son isolationnisme. Les USA seront réceptifs à cette demande européenne adressée à Marshall et avec la doctrine Truman ils mettront en place une politique d'endiguement contre le bloc de l'Est. Les parlementaires américains vont donc accepter cette traité, augmenté le budget américain de défense et créer la Central Intelligence Agency.

Les sénateurs américains vont accepter la demande du gouvernement de conclure elle-même des traités d'alliance militaire en temps de paix pour contrer l'influence communiste. On parle de la résolution Vandenberg, mise en place en 1948, c'est une véritable révolution parlementaire et surtout de la politique étrangère américaine, qui crée une rupture avec l'isolationnisme historique des USA. Cette résolution va permettre au gouvernement américain de mettre en place des pactes militaire avec énormément de pays, le pacte militaire en lui-même va devenir l'outil juridique privilégié de la politique étrangère américaine dans le monde.

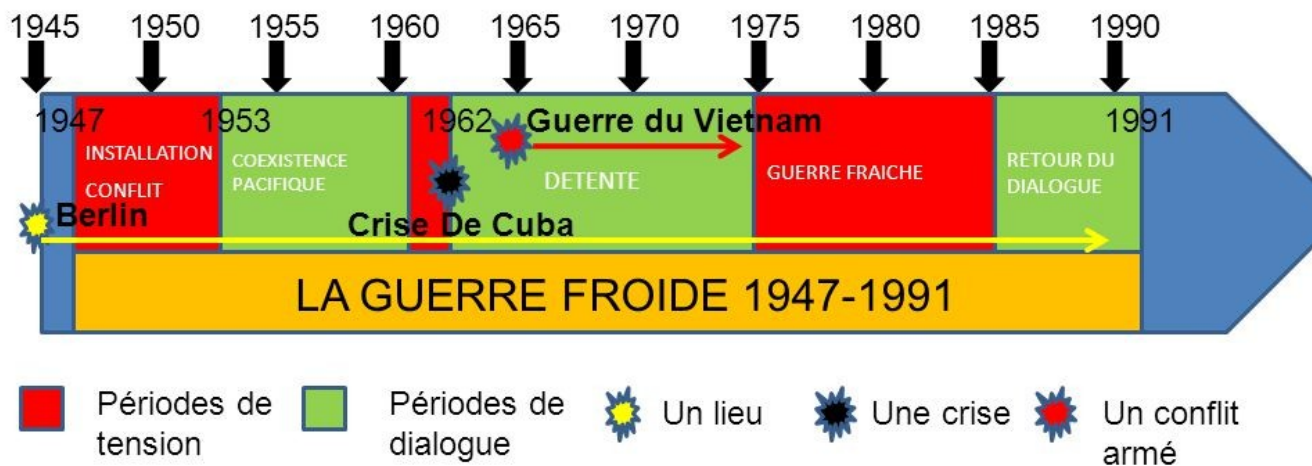
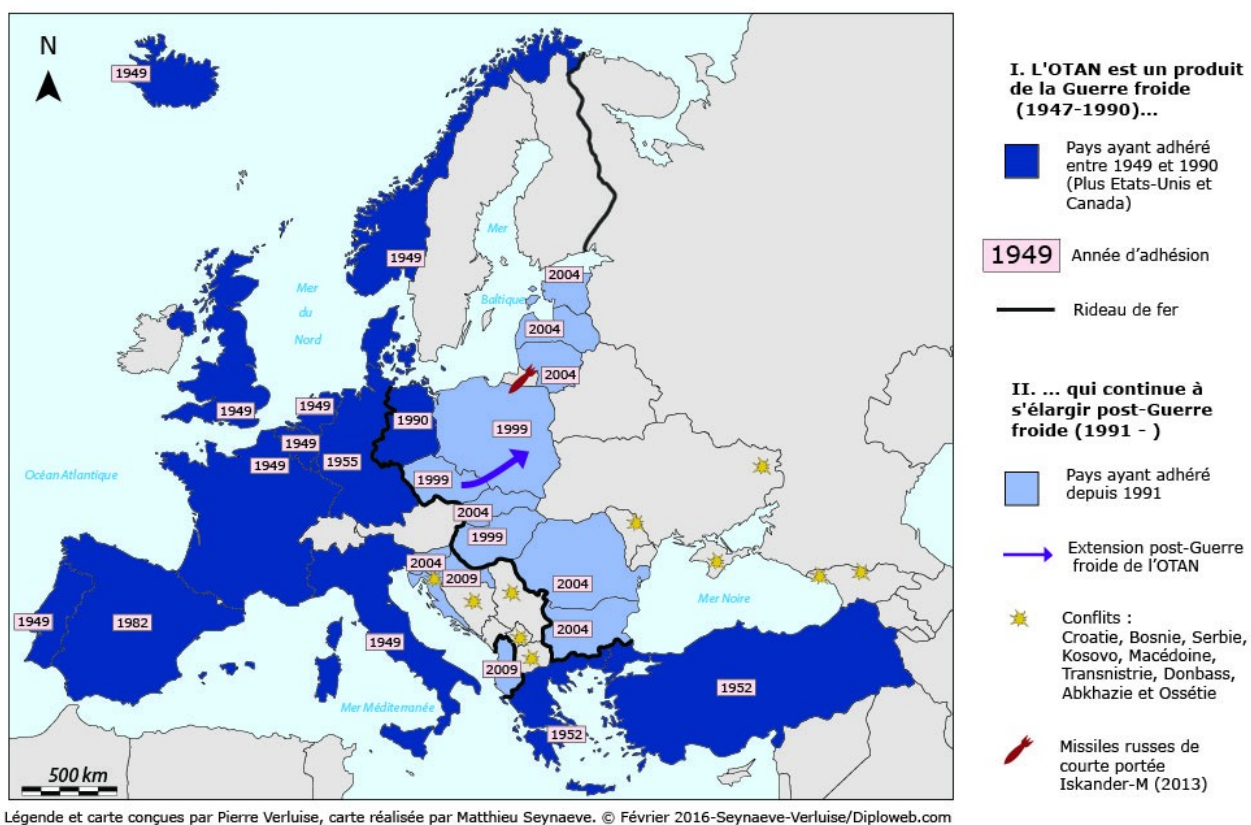
Le traité de l'Atlantique va donc être signé en 1949 à Washington et est une réponse directe à la demande européenne d'aide face à la menace soviétique. Ce traité est tout d'abord constitué de la France, du Royaume-Uni, des USA, du Benelux, de l'Italie, du Portugal, du Canada, du Danemark, de l'Islande et de la Norvège.

L'OTAN est tout d'abord mis en place pour une durée de vingt ans, puis sera depuis sans cesse renouvelé. L'Union de l'Europe Occidentale continue d'exister mais devient une coquille vide. Cette alliance est dans un premier temps considérée comme une alliance non permanente amenée à se réunir pour parler de sujet de défense de l'Europe, mais très vite elle deviendra de plus en plus contraignante car étant un outil de lutte privilégié contre le bloc de l'Est. Cela explique le rejet de De Gaulle quand cette alliance devint trop intrusive.

OTAN prévoit une assistance en cas d'agression contre l'un de ses membres ou ses colonies. Cela ne prévoit pas une armée permanente, au départ chaque pays a ses propres forces avec son propre commandement militaire, la centralisation est au départ nulle.

L'OTAN est dès le départ critiquée par l'URSS, cette alliance constitue selon le bloc de l'Est un pacte agressif tourné vers l'URSS. La mise en place de l'OTAN est un succès total et l'alliance deviendra une organisation pivot.

Les élargissements de l'OTAN post-Guerre froide



VIII. Évolution de la guerre froide et coexistence pacifique

À partir de 1953 la guerre froide va évoluer vers un relâchement, on veut éviter une guerre qui pourrait être nucléaire, on évite donc à tout prix d'avoir un conflit ouvert. On entre donc dans la période dite de coexistence pacifique entre 1953 et 1962. C'est une période de stabilisation entre l'Est et l'Ouest. Les natures même des relations vont changer, les relations diplomatiques habituelles ne suffisant plus pour gérer les deux blocs. On va user d'autres moyens de coercition, on parle de nouvelle géopolitique, mélange entre hard et soft-power.

Face à l'émergence de nouvelles armes de destruction massives, on va mettre en place la dialectique de la dissuasion nucléaire. Cette nouvelle méthode va être résumée par Raymond Aaron « Paix impossible, Guerre improbable », il y a trop de tensions pour la paix, mais on ne peut tout de même pas risquer la guerre.

C'est aussi dans cette période qu'on voit apparaître une troisième voix venant des pays du Sud, les pays non alignés qui propose un autre modèle que celui des deux blocs.

1. Les nouvelles politiques occidentales

La nouvelle politique américaine est celle du New Look (1953), qui cherche un équilibre entre efficacité de la dissuasion nucléaire et équilibre économique avec les ressources financières du pays. Cette politique va aussi s'accompagner d'un soft-power fort avec de la propagande médiatique dans les pays communistes, et aux USA même. Il s'agit de comparer l'URSS au mal absolu, c'est dans cette période qu'émerge de le Maccarthysme, un climat de chasse au sorcière et de délation voit le jour dans la société américaine. Le New Look va reposer sur deux piliers forts :

1. Une pactomanie forte partout dans le monde, afin de faire échec à une théorie des dominos qui s'avère tout d'abord réelle. Les USA veulent lutter contre l'extension communiste et cela notamment dans le pacifique. Ils complètent leur réseau d'alliances dans le pacifique déjà mis en place avec l'Australie, les Philippines, la Nouvelle Zélande et le Japon. Ainsi les USA vont intégrer le Pakistan, la Chine nationaliste et le Sud Vietnam, mais ces alliances n'iront pas assez loin, et l'OTASE sera mis en place suite au Pacte de Manille de 1954. La combinaison de l'OTAN et l'OTASE permet l'endiguement de l'URSS qui risque une globalisation d'un conflit à l'Est comme à l'Ouest.

Au Moyen Orient, via le Pacte de Bagdad, signé en 1955, créer une alliance constituée de l'Irak, l'Iran, la Turquie, le Pakistan et le Royaume-Uni, à cette époque toujours présent en Israël. Les USA viendront s'y greffer en 1958.

Les USA créent aussi l'OEA en 1948, afin de resserrer leurs emprises sur l'Amérique centrale et du Sud, les USA va aussi mettre en place ses systèmes secrets ayant vocation à éradiquer le communisme en Amérique du Sud. Les USA vont continuer à appliquer la doctrine Monroe sur l'Amérique du Sud via les financements secrets et matériels de coups d'états, ou d'empêcher le renversement de régimes nationalistes.

2. Doctrine des représailles massives, aussi appelé doctrine Dulles, éléments essentiels de la dissuasion US. Cette doctrine nucléaire extrêmement rigide avait un principe simple : toute attaque contre un pays membre de l'OTAN par l'URSS l'exposerait à des représailles massives, sans préavis et sans retenue. Il s'agit d'une composante primordiale du refoulement d'Eisenhower. Il faut éviter de mener de nouveaux conflits comme celui de Corée, impopulaire et chers, et qui se soldent presque sur un échec. Cette doctrine permet en somme de bien se positionner sur l'échiquier mondiale grâce à la dissuasion nucléaire et cela à moindre coût. Cette doctrine se détourne en trois points :

- Représailles massives, utilisation de l'intégralité de l'arsenal militaire américain
- Riposte immédiate
- Pas de bastions

Cette doctrine restera théorique, sera décriée par l'URSS mais rassure les européens.

La combinaison de ces deux facteurs, alliances à outrance et représailles massives, fera réfléchir les soviétiques dans leur approche pour une extension territoriale qui sera de moins en moins géographique de manière à éviter un affrontement direct.

2) La construction européenne

En Europe crainte du communisme = coopération et union au sein de l'OECE, organisation européenne de coordination économique créée pour répartir les fonds du Plan Marshall. Organisation de coopération commerciale et monétaire. Elle sera assez efficace. L'aide du plan se répartit entre 16 États, mouvement d'opinion très favorables à ce plan : reconstruction des infrastructures détruites.

Naissance de coopération politique et économique européenne qui donnera naissance à la première communauté européenne : la CECA. Dès 1948, on a pour ambition de mettre en place une Assemblée consultative parlementaire européenne. On s'inspire du modèle fédéralisme américain : les Pères fondateurs de l'UE voient les États-Unis d'Europe. Les anglais sont défavorables à tous projet qui pourrait atteindre leur souveraineté.

Mise en place du Plan Schuman en France : plan quinquennal redressement de la France. Désir de rapprocher les intérêts français et allemands. Il essaie de trouver des solutions pour les régions de la Sarre et de la Ruhr : il faut collectiviser l'exploitation de cette région.

Naissance de la CECA : production industrielle principale des régions de la Sarre et de la Ruhr. L'acier est essentiel pour la reconstruction des territoires, le charbon reste l'une des sources d'énergie principale. Les États doivent relancer la machine industrielle. Plus il y aura de solidarité entre les États mieux c'est : philosophie solidariste et fédéraliste.

Schuman veut dépasser les stades habituels de la coopération économique pour se tourner vers **l'intégration économique** : mise en place d'une structure qui gère ce lien économique entre plusieurs nations. L'UE est une organisation d'intégration régionale car mise en place de superstructures.

La CECA : mise en commun et vente produit et industrie sidérurgique et charbon.

Benelux, France, Allemagne et Italie.

La GB ne participe pas.

Dotée d'une autorité : la **Haute autorité** (ancêtre Commission européenne) qui a en charge la modernisation des infrastructures de production et gestion des quotas de production. Favorise la reconstruction outil de production.

Traité de Paris du 18 avril 1951 : début du projet de construction européenne.

Dès le début des années 50, la question de l'OTAN revient sur le devant de la scène. Les européens ont peur pour leur sécurité. La doctrine américaine leur permet d'être protégé mais doctrine représailles massives permet

eux européens de comprendre que s'il y a affrontement URSS/US ils seront directement touchés. Il faut mettre en place un système de défense commune.

Manque d'homme avec les pertes de la SGM. On évoque idée mise en place d'une armée européenne intégrée. Faire une armée permanente de l'OTAN. Cette idée déplait aux français qui ne veulent pas réarmer les allemands à l'époque.

Le ministre de la défense René Pleven a l'idée de transposer la philosophie du plan Schuman de la CECA dans le domaine de la défense. Propose de créer une armée européenne : la CED (**Communauté européenne de Défense**). Mai 1952 : Traité pour la CED.

Ce texte n'entrera jamais en vigueur car il ne sera jamais ratifié par la France. Au Parlement, les gaullistes sont parfaitement opposés à la CED : ils vont même se rallier aux communistes. Pendant quatre ans le texte est sans cesse reproposé au Parlement : échec ce qui que le traité est écarté de l'agenda. Les gaullistes ne veulent pas perdre la souveraineté de la France et ne veulent pas de l'idée d'un embryon d'armée allemande. Les communistes ne veulent pas entendre parler 'une armée européenne : lien. A peine déguisé avec les soviétiques. Les américains s'en mêlent : ils menacent la France de lever l'aide du Plan Marshall s'ils ne permettent pas de voir le plan de CED ratifié. A l'époque les américains sont dans une doctrine de limitation d'engagement militaire. L'Europe via l'OTAN mobilise un nombre très important de troupes américaines. Finalement ce projet de CED est avorté : les européens se tournent définitivement vers les américains et surtout l'OTAN qui devient l'outil géostratégique central de cette deuxième moitié du XXe siècle.

Les anglais proposent de redonner vie à l'Union occidentale avec un projet d'Union de l'Europe occidentale qui accueille l'Allemagne et l'Italie. Ne va pas servir à grand-chose. Idée : créer une alliance militaire européenne dont l'objectif est de faire participer l'Allemagne dans le but de limiter sa capacité militaire. Les français acceptent ce projet qui permet finalement à l'Allemagne de se réarmer 1 an et demi après l'échec de la CED. L'Allemagne n'a néanmoins pas le droit aux armes de longue portée, gros navire de guerre, arme nucléaire et biologique. Elle a le droit de recréer une armée finalement.

3) Situation dans le bloc de l'Est

La situation du côté des soviétiques se cristallise autour du gouvernement central à Moscou à la tête du Kominform. Il assure le contrôle des partis communistes dans le monde et autorité de la doctrine communiste : véritable embrigadement idéologique.

Puissance de Soft power : capacité d'influence et de déstabilisation. Utilisation des grèves, insurrections ouvrières pour déstabiliser le pouvoir en place. Staline a créé autour de lui un régime très personnalisé, dirigé d'une main de fer, il élimine au sens propre du terme les opposants farouches. Véritables purges dans l'administration, beaucoup de fonctionnaires sont accusés de trahison et sont déportés au goulag. Les dirigeants du bloc de l'est sont rappelés à l'ordre très régulièrement voire éliminés.

Période stalinienne très rigide. Au début des années 50 avec la mise en place de la pactomanie américaine + OEEC : met en place sa propre organisation économique (le COMECON) et fait des alliances militaires. La première est avec la Chine : Traité d'assistance mutuelle avec la Chine de Mao.

1953 : Staline meurt, première ouverture du régime soviétique. Staline est remplacé par deux personnes qui vont devenir les deux personnages clés des régimes soviétique de la guerre froide.

Secrétaire Général du parti communiste et le président. Un grand nombre de président en poste meurent en poste : beaucoup sont des généraux d'un certain âge. Le Secrétaire Général bien qu'il n'ait pas juridiquement l'ascendance sur le président, il s'affirma plus généralement dans l'histoire de la gouvernance de l'URSS.

Malenkov devient président de l'URSS et Nikita Khrouchtchev devient le premier secrétaire du PC. Ce dernier entreprend une phase de dégel intérieur qui se traduit par une approche de l'autorité de régime un peu plus légère que celle de Staline. Calmer les répressions notamment sur les révoltes (contexte révolution en Tchécoslovaquie, révolte populaire à Berlin). Dans sa politique de dégel intérieur il essaye également de se rapprocher de certains États du bloc de l'est et notamment la Yougoslavie de Tito. Il essaye également de davantage se rapprocher de la diplomatie yougoslave : baisser les armes, politique moins agressive. Si bien qu'il décide d'envoyer des signes de bonne volonté à l'égard des États Occidentaux : politique extérieure de dégel. Khrouchtchev veut rétablir le dialogue notamment autour de Berlin : il propose un pacte européen de sécurité collective. Tentatives de main tendue vers l'Occident. 1955 : met officiellement la fin à l'état de guerre (Allemagne de l'Est était en état de guerre depuis sa création).

1955 : on trouve une solution pour l'Autriche qui signe un traité d'état. Fin de son occupation par des troupes américaines et soviétiques. Beaucoup de signes qui se multiplient.

Impression de paix et d'apaisement qui réapparaît. Eisenhower rencontre Khrouchtchev à Genève : naissance de l'esprit de Genève. Les soviétiques acceptent de reconnaître la RFA en 1955 mais maintiennent leur velléité de récupérer Berlin. Militantisme contre la CED en utilisant le Kominform qui apparaît comme un organe promoteur du « pacifisme international ». Réciproquement, beaucoup de pacte d'assistance militaire. Mise en place du Pacte de Varsovie.

Assistance mutuelle, obligatoire à l'Armée rouge qui entraîne une forme d'alliance militaire transeuropéenne de l'Est : sorte d'OTAN soviétique.

A) L'évolution des blocs

-

1) L'évolution du bloc soviétique

Déstabilisation du bloc de l'est début des années 50, fin des années 50 début 60

La mort de Staline a entraîné un dégel qui s'interprète historiquement comme une déstabilisation. On essaie de réduire la place qu'avait la figure de Staline. Déstabilisation sur le plan international : rapprochement des dirigeants communistes vers l'Occident.

1959 : le secrétaire-général du PC rend visite au président américain Eisenhower. Donner une bonne image du régime. Il va ensuite voir De Gaulle puis Kennedy à Vienne.

A l'intérieur : Khrouchtchev est à l'origine du fameux « **rapport secret** ». Au XXème congrès du PC en 1956 : Khrouchtchev va présenter un rapport secret dans lequel le stalinisme est dénoncé de manière assez virulente. Il dénonce le culte de la personnalité, admet qu'il existe une pluralité de voie pour aller au communisme et il laisse de ce fait apercevoir pour les régimes d'Europe de l'Est d'accéder à une forme d'autonomie. Ce rapport donne plus de possibilité d'ouverture du régime.

Khrouchtchev dissout le Kominform qu'il considère comme symbole du stalinisme et de la centralisation. En Pologne, le leader du parti ouvrier (Gominka) est réhabilité : écarté du pouvoir par Staline qui le considérait comme dissident face aux directives stalinienne. Cela engendre des révoltes de la part des anti-staliniens qui voulaient renverser le pouvoir communiste en place. Khrouchtchev menace d'envoyer l'Armée rouge. Il se déplace à Varsovie pour faire intervenir l'armée rouge. Finalement il accepte le nouveau pouvoir anti-stalinien car il obtient des dirigeants polonais qu'ils ne remettent pas en cause la participation de la Pologne au Pacte de Varsovie.

La Hongrie en 1956, le chef de gouvernement Rakóczi est forcé de démissionner en raison d'une crise économique assez grave qui engendre une grosse agitation sociale : véritables insurrections qui engendrent la chute du régime politique. L'Armée rouge est forcée d'intervenir. Le nouveau chef du gouvernement (Nagy) hongrois sous la pression populaire réclamer aux soviétiques le pluripartisme et la neutralité de la Hongrie. La Hongrie doit quitter le pacte de Varsovie ce qui est inconcevable pour l'URSS. L'Armée rouge riposte de manière violente : répression dans le sang des révoltes populaires. Nouveau dirigeant hongrois Nagy est arrêté. Il est condamné à mort et exécuté en 1958. Cet exemple hongrois est très virulent pour l'opinion internationale : les soviétiques montrent qu'ils ne tolèrent pas tout. Un pro-soviétique est mis au pouvoir et rétablit l'emprise toute puissante de l'URSS sur la Hongrie.

Lors du 40ème anniversaire de la Révolution communiste, les pays du bloc de l'est rappellent de manière unanime leur union dans le communisme. La fissure ne commence qu'à partir de 1957 même si régulièrement, les pays de l'Est s'écartent de l'URSS. La Chine de Mao lance la Révolution permanente et le Grand bond en avant : expérience communisme qui. S'écarte du communisme soviétique. L'initiative de Mao est décriée par l'URSS : la RPC s'écarte totalement du communisme soviétique. Idéologies qui deviennent totalement différenciées.

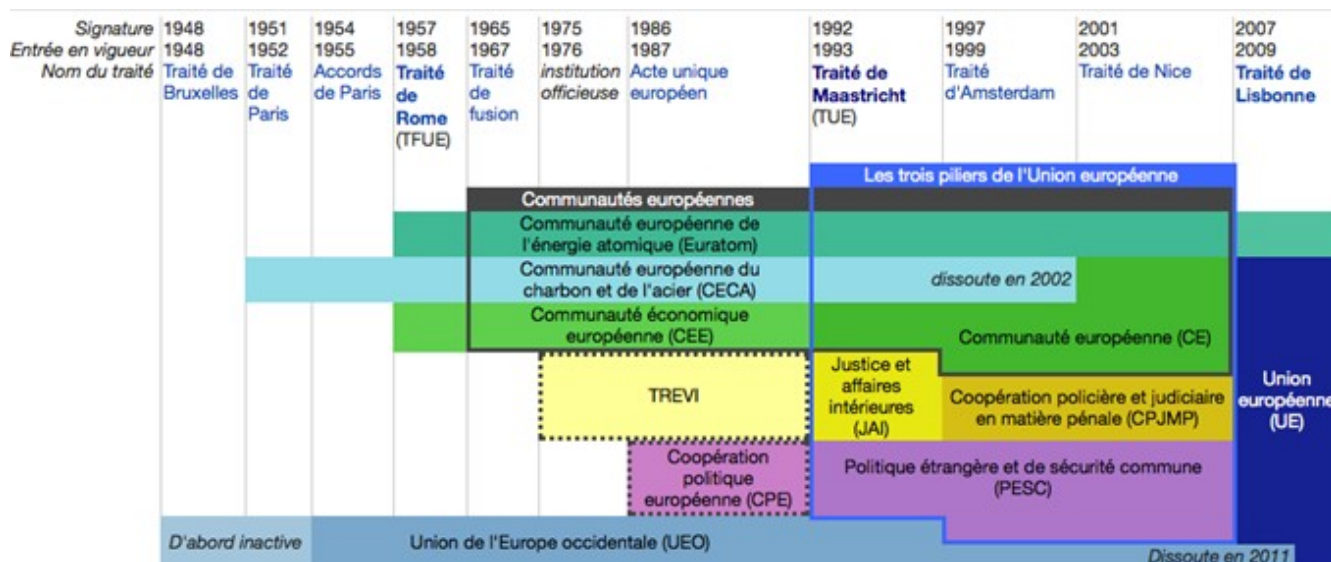
A la fin des années, 50 l'environnement autour de l'Europe de l'Est est totalement différent : les fissures n'auront de cesse de s'élargir.

2) L'évolution du bloc occidental

Il faut reconstruire l'Europe, notamment économiquement. Pour cela on envisage de mettre en place des mesures économiques afin de faire de l'Europe un acteur économique de premier plan. On va donc créer plusieurs structures comme la CECA en 1951 avec le traité de Paris, puis la mise en place d'un marché commun. Pour gérer ce marché commun la CEE, Communauté Économique Européenne, va être mis en place le 25 mars 1957 avec le traité de Rome. Pour cette institution on va se resservir de la structure de la CECA, on reprend les mêmes bases pour la création de la CEE ainsi que la CEEA, ou Euratom, qui a comme but de promouvoir l'énergie nucléaire civile afin de garantir une indépendance énergétique à l'Europe.

La CEE va avoir comme objectif la libéralisation des différents marchés, la libre circulation (des biens, services et capitaux) et la mise en place du marché commun. La CEE sera un véritable succès pour ses six signataires, la France, l'Allemagne, le Benelux ainsi que l'Italie.

Les relations franco-allemande vont s'aplanir depuis la mise en place de la CECA. Le problème de la Ruhr et de la Sarre va être réglé, via la mise en place de la CECA qui clôt l'Autorité Internationale de la Ruhr et un référendum en Sarre qui la rattache à l'Allemagne. Cet aplanissement des relations va permettre de mettre en place le couple franco-allemand, moteur dans la construction européenne.



Les Britanniques ne croient pas au projet fondé par leurs voisins et veulent mettre en place leur propre organisation de libre échange qui utilisera les bases de l'OECE, Organisation Européenne de Coopération Économique fondée en 1948 afin répartir et contrôler les crédits apportés par le plan Marshall. Cette organisation d'origine britannique propose de créer une zone de libre échange qui sera aussi extra-européenne, mais sera refusée par l'OECE même, qui ne sera donc pas l'organisme dans lequel sera créé cette zone de libre échange. Les Britanniques vont donc créer l'AELE, Association Européenne de Libre Échange, en 1960. Cette organisation devient donc concurrente de la CEE, et ses signataires vont tout donner pour en faire un succès, mais rapidement la CEE va se montrer plus efficace que l'AELE, au point même que l'Angleterre demande à rentrer dans la CEE en 1961, ce qui lui sera refusé par le Général De Gaulle (MDR).

Évolution des pays membres de l'AELE²

Pays	Entrée	Sortie	Note
 Royaume-Uni	1960	1973	Premier élargissement de la CEE
 Danemark	1960	1973	Premier élargissement de la CEE
 Norvège	1960		Membre de l'EEE
 Suisse	1960		Accord commercial bilatéral avec l'UE
 Portugal	1960	1986	Troisième élargissement de la CEE
 Autriche	1960	1995	Quatrième élargissement de l'UE
 Suède	1960	1995	Quatrième élargissement de l'UE
 Islande	1970		Membre de l'EEE
 Finlande	1986	1995	Quatrième élargissement de l'UE
 Liechtenstein	1991		Membre de l'EEE

